

RCS : NIORT
Code greffe : 7901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIORT atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1990 B 00038
Numéro SIREN : 353 508 443
Nom ou dénomination : SERENA

Ce dépôt a été enregistré le 18/07/2018 sous le numéro de dépôt 3108



SÉRÉNA

RAPPORT ANNUEL 2017

Certifié conforme,
Niort, le 3 juillet 2018

Martine CARLU
Représentant IMA SA, Président



Rapport d'activité

Comptes 2017 Séréna



SERENA

Société par Actions Simplifiée
au capital de 2 007 829 euros
Siège social : 118 avenue de Paris
CS 89139 79061 NIORT Cedex 09
353 508 443 RCS NIORT

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Madame Martine CARLU, représentant d'IMA SA, associé unique et Président de la Société Serena, a conformément aux dispositions de l'article L. 227-9 du Code de Commerce, aux fins de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 établi le présent rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé.

Situation et activité de la société au cours de l'exercice écoulé

Le développement d'une activité de coordination sur les marchés publics, débuté en 2015, a perduré sur 2017.

Le chiffre d'affaires est en recul de 7 % par rapport à l'exercice 2016. Il s'élève ainsi 5 662 K€ au 31 décembre 2017 contre 6 086 K€ au 31 décembre 2016.

L'activité Services A la Personne a connu comme les années précédentes des difficultés essentiellement dues à une très grande sensibilité à l'environnement économique.

Le taux de marge dégagée sur les ventes de prestations a continué à progresser en 2017 (+0,3 point) (du fait de la hausse tarifaire de début 2017 sur les nouvelles commandes et de la hausse limitée des prix d'achat liée à la mutualisation des achats avec IMA).

Le chiffre d'affaires de l'activité « Téléassistance » est supérieur à celui généré en 2016 sur la même période, +8 %. Le nombre d'abonnés continue à progresser.

Les frais d'exploitation ont baissé de 10 %.

Les créances clients se situent à des niveaux satisfaisants et la trésorerie est positive.

Par décision de l'associé unique du 08 novembre 2017, le capital social a été augmenté de 1 507 827 euros pour le porter ainsi de 500 002 euros à 2 007 829 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 0,0593 euros à 0,238 euros.

Evénements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun autre fait significatif n'est intervenu entre le 31 décembre et la date d'arrêté du présent rapport.

Activités en matière de recherche et de développement

La société effectue une veille technologique, notamment en matière de techniques télécommunications et de services émergents, dans le cadre de la réglementation « Borloo » issue de la loi du 26 juillet 2005.

Evolution prévisible de la situation de la société et perspectives d'avenir

L'arrivée en septembre 2017 d'un nouveau Responsable de site a permis de lancer un plan de transformation, ADOPTÉ, qui a débuté en fin d'année 2017.

Ce plan permettra de réviser les organisations et les process métiers en place.

L'un des objectifs est un gain d'efficacité dans le traitement des dossiers analysé sur la base de l'expérience client. Ce plan de transformation adresse également un plan de développement de l'activité de Téléassistance, tout en maintenant une vigilance importante à l'activité SAP.

Le développement des activités téléassistance sera réalisé par le déploiement de nos offres auprès des réseaux d'aides à domicile, des bailleurs sociaux mais également via les assureurs clients du PSBV.

Par ailleurs, Sérénia poursuivra le développement de son activité de plateforme de coordination à destination des marchés publics et notamment au travers du projet IsèreAdom (anciennement Autonom@dom). L'année 2018 verra donc le déploiement de l'activité d'information et d'orientation via le N° Vert associé à la plateforme numérique. Il est à noter que le Conseil Départemental de l'Isère, donneur d'ordres de ce projet, rémunère la phase de run correspondant à la notion de déploiement.

Des synergies seront réalisées entre Séréna et IMA GIE concernant l'offre e-santé. Séréna intégrera les produits e-santé dans son offre proposée sur ces marchés et s'appuiera sur la plateforme Médico-Sociale du groupe concernant la délivrance de ces prestations. Une présentation des savoir-faire de Séréna sera réalisée auprès des équipes commerciales afin de renforcer ces synergies et d'augmenter la génération de valeur pour les deux parties.

Filiales et participations

Conformément aux dispositions des articles L 233-6 et L 233-15 du Code de commerce, nous vous informons que Serena n'a pris aucune participation dans des sociétés françaises en 2017.

Sociétés contrôlées

L'information concernant le contrôle par Serena d'autres sociétés au sens de l'article 233-3 du code de commerce est donnée dans le tableau des filiales et participations annexé au présent rapport.

Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, l'exploitation s'est caractérisée par :

- un montant de produits d'exploitation de 5 642 K€ dont 5 662 K€ de chiffre d'affaires,
- un montant des charges d'exploitation de 6 267 K€. Elles comprennent 644 K€ de sous-traitance réalisée par IMA GIE.

Il en ressort un résultat d'exploitation à -625 K€.

Compte tenu d'un résultat financier de +4 K€, d'un résultat exceptionnel de +6 K€ et d'une économie Impôt Société de 192 K€ liée à l'intégration fiscale, le résultat de l'exercice se solde par une perte de -423 K€ nette après impôt.

Au 31 décembre 2017, le total du bilan de la société s'élève à 5 854 K€.

Nous avons joint au présent rapport le tableau des résultats prévus par l'article 148 du décret du 23 mars 1967.

Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice figurent en annexe.

Délais de paiements

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 mars 2017, les informations relatives aux délais de paiement à l'égard des fournisseurs et des clients sont données ci-dessous :

FACTURES <u>RECUES</u> NON REGLEES A LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ECHU						FACTURES <u>EMISES</u> NON REGLEES A LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ECHU						
0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	
(A) Tranche de retard de paiement												
Nombre de factures concernées					242						1 797	
Montant total des factures concernées (TTC)		23 983	8 152	6 608	-	38 744		93 497	96 996	21 242	458 463	
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)		0,4%	0,1%	0,1%	0,0%	0,7%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)								1,5%	1,5%	0,3%	3,9%	7,2%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombres des factures exclues	8 977											
Montant total des factures exclues	252 329											
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)												
Délais de paiement de référence utilisé pour le calcul des retards de paiement	délai légal					délai légal						

Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 422 540,13 euros de la manière suivante :

Origine :

Report à nouveau antérieur	0,00 €
Résultat déficitaire de l'exercice	-422 540,13 €

Affectation :

A titre de dividendes	0,00 €
A la réserve légale	0,00 €
A la réserve indisponible	-422 540,13 €
Soit un total affecté	-422 540,13 €

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts (relatives aux dépenses somptuaires), les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Observations du Comité d'Entreprise

Les dispositions de l'article L 2323-8 du Code du travail ne sont pas applicables à la société en l'absence de Comité d'Entreprise.

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Un tableau détaillé des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices est joint au rapport de gestion

Exercice	2017	2016	2015	2014	2013
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 007 829	500 002	500 002	500 002	500 002
Nombre d'actions	8 436 256	8 436 256	8 436 256	8 436 256	8 436 256
Opérations et résultats					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 661 991	6 085 991	7 406 685	12 341 577	13 388 045
Résultat avant impôt, participation, dot. et reprises, amortissements et provisions	-290 376	-564 997	-490 659	232 516	201 657
Impôts sur les bénéfices	-192 086	-274 065	-208 000	-186 000	204 321
Dot. amortissements et provisions	324 250	232 782	285 453	494 838	476 028
Résultat net	-422 540	-375 800	-346 493	-36 322	577 243
Résultat distribué		0	0	0	0
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	-0,01	-0,02	-0,02	0,05	0,00
Résultat après impôt, participation, dot. amortissement et provisions	-0,05	-0,04	-0,04	0,00	0,07
Dividende attribué	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectifs	28	25	47	111	106
Masse salariale	658 744	673 084	1 157 942	3 340 430	3 986 937
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	266 446	294 485	507 922	1 483 473	1 516 123

Contrôle des Commissaires aux comptes

Le Commissaire aux comptes a procédé aux contrôles et vérifications prévus par la loi. Son opinion sur les comptes annuels est consignée dans son rapport.

Le Président

2 Comptes

- Bilan
- Compte de résultat
- Annexe

Comptes 2017
Séréna



BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortiss.	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé	0	0	0	0	0
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	6 048 839	6 046 961	1 878	7 003	12 430
Fonds commercial	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles					
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0	0
Installations techniques, matériel, outillage	3 077 342	2 561 610	515 731	358 602	227 567
Autres immobilisations corporelles	1 142 453	1 081 470	60 983	36 184	57 023
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Immobilisations financières					
Participations par mise en équivalence	0	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0
Prêts	156 278	156 278	156 278	182 617	182 617
Autres immobilisations financières	23 771	23 771	23 771	25 321	21 755
TOTAL (I)	10 448 682	9 690 041	758 642	609 727	501 392
ACTIF CIRCULANT					
Stocks					
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0	0
En-cours de production de biens	0	0	0	0	0
En-cours de production de services	0	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0	11 664
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	853 635	184 877	668 758	656 287	821 222
Fournisseurs débiteurs	15 726	15 726	15 726	4 908	8 541
Personnel	4 524	4 524	4 524	1 026	1 078
Etat, impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
Etat, tva	495 926	495 926	495 926	703 286	689 847
Autres créances	1 649 609	1 649 609	1 649 609	1 048 970	1 278 274
				0	0
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0
Disponibilités	2 242 987	2 242 987	2 242 987	2 335 884	1 738 579
Charges constatées d'avance	17 377	17 377	17 377	42 712	12 014
ACTIF CIRCULANT	5 279 785	184 877	5 094 907	4 793 073	4 561 220
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0				
Primes de remboursement des obligations	0				
Ecarts de conversion actif	0				
TOTAL GENERAL	15 728 467	9 874 918	5 853 549	5 402 800	5 062 612

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel dont versé :	2 007 829	500 002	500 002
Primes d'émission, de fusion, d'apport	0	0	0
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence :	0	0	0
Réserve légale	30 174	30 174	30 174
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	0
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	0	0	0
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	139 193	514 992	861 485
Report à nouveau	0	0	0
Résultat en instance d'affectation	0	0	0
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(422 540)	(375 800)	(346 493)
Subventions d'investissement	0	0	0
Provisions réglementées	0	0	0
CAPITAUX PROPRES	1 754 656	669 369	1 045 169
Produits des émissions de titres participatifs	0	0	0
Avances conditionnées	0	0	0
AUTRES FONDS PROPRES	0	0	0
Provisions pour risques	0	0	0
Provisions pour charges	0	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0	0
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers Associés	0	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0	0
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 759 531	4 387 380	3 439 139
<i>personnel</i>	51 304	57 192	49 029
<i>organismes sociaux</i>	113 962	77 840	90 437
<i>etat, impôts sur les bénéfices</i>	0	0	0
<i>etat, tva</i>	74 731	84 050	197 795
<i>etat, obligations cautionnées</i>	0	0	0
<i>autres</i>	16 454	10 177	54 394
Dettes fiscales et sociales	256 451	229 259	391 655
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0	0
Autres dettes	82 912	116 793	186 649
Produits constatés d'avance	0	0	0
DETTES	4 098 893	4 733 431	4 017 443
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL	5 853 549	5 402 800	5 062 612
	0	0	0

COMPTE DE RESULTAT (en liste) au 31/12/2017

Rubriques	France	Exportation		31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				0	0	0
Production vendue de biens				0	0	0
Production vendue de services				5 661 991	6 085 991	7 406 685
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				5 661 991	6 085 991	7 406 685
Production stockée				0	0	0
Production immobilisée				0	0	0
Subventions d'exploitation				(45 599)	60 000	55 870
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges				0	147 914	6 994
Autres produits				25 583	48 919	11 340
PRODUITS D'EXPLOITATION				5 641 976	6 342 824	7 480 889
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				0	0	0
Variation de stock (marchandises)				0	0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				0	0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				0	0	0
Autres achats et charges externes				(4 959 055)	(5 630 184)	(6 428 166)
Impôts, taxes et versements assimilés				(58 446)	(6 439)	(158 290)
Salaires et traitements				(658 744)	(673 084)	(1 157 942)
Charges sociales				(266 446)	(294 485)	(507 922)
DOTATIONS D'EXPLOITATION				0		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				(247 373)	(226 868)	(275 453)
Sur immobilisations : dotations aux provisions				0	0	0
Sur actif circulant : dotations aux provisions				(76 877)	(5 914)	(10 000)
Pour risques et charges : dotations aux provisions				0	0	0
Autres charges				(2)	(148 296)	(2 516)
CHARGES D'EXPLOITATION				(6 266 943)	(6 985 270)	(8 540 289)
RESULTAT D'EXPLOITATION				(624 968)	(642 445)	(1 059 400)
OPERATIONS EN COMMUN				0	0	0
Bénéfice attribué ou perte transférée				0	0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré				0	0	0
PRODUITS FINANCIERS				0	0	0
Produits financiers de participations				0	0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés				4 084	10 304	21 070
Reprises sur provisions et transferts de charges				0	0	0
Différences positives de change				0	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0	0
PRODUITS FINANCIERS				4 084	10 304	21 070
Dotations financières aux amortissements et provisions				0	0	0
Intérêts et charges assimilées				0	(4 842)	0
Différences négatives de change				0	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0	0
CHARGES FINANCIERES				0	(4 842)	0
RESULTAT FINANCIER				4 084	5 461	21 070
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				(620 884)	(636 984)	(1 038 330)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				6 258	6 723	255 661
Produits exceptionnels sur opérations en capital				0	0	70 000
Reprises sur provisions et transferts de charges				0	0	221 619
PRODUITS EXCEPTIONNELS				6 258	6 723	547 280
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				(0)	(19 604)	(1)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				0	0	(63 442)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				0	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES				(0)	(19 604)	(63 443)
RESULTAT EXCEPTIONNEL				6 258	(12 881)	483 838
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				0	0	0
Impôts sur les bénéfices				192 086	274 065	208 000
TOTAL DES PRODUITS				5 652 318	6 359 851	8 049 239
TOTAL DES CHARGES				(6 074 858)	(6 735 651)	(8 395 731)
BENEFICE OU PERTE				(422 540)	(375 800)	(346 493)

- Annexe aux comptes

Comptes 2017

Séréna



Annexe aux comptes SERENA

1- Faits caractéristiques de l'exercice

Le développement d'une activité de coordination sur les marchés publics, débuté fin 2015, a perduré sur 2017 (Iseradom anciennement Autonom@dom).

Le chiffre d'affaires en 2017 s'est établi à 5.7 M€ contre une prévision de 6,3 M€. Il est en recul de 7% par rapport à l'exercice 2016 du fait notamment de la baisse des activités de Service A la Personne, baisse qui avait été anticipée.

En lien avec la baisse du chiffre d'affaires, la société a réduit ses charges d'exploitation de 12%.

Par décision de l'associé unique du 08 novembre 2017, le capital social a été augmenté de 1 507 827 euros pour le porter ainsi de 500 002 euros à 2 007 829 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 0,0593 euros à 0,238 euros.

2- Règles et méthodes comptables

Les présents comptes ont été établis conformément :

- Aux dispositions des articles L 123-12 à L 123-28 du Code de commerce ;
- Aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France : Le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
continuité d'exploitation,
permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.1. Actif immobilisé

2.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions de frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Concession, logiciels et brevets : 3 ou 5 ans ;
- Matériel technique de télé-vigilance : 2 ou 3 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3,4 ou 5 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

2.1.2. Immobilisations financières

Il s'agit exclusivement des versements annuels effectués, dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort construction, sous forme de prêts sans intérêt d'une durée de 20 ans.

2.2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée pour les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le calcul de la dépréciation des créances clients est basé sur une méthode statistique, décrite ci-dessous :

- la dépréciation des créances clients « Téléassistance » est égale à 100% des créances antérieures à l'exercice en cours ;
- la dépréciation des créances « Assistance » (hors clients groupe IMA) est égale à 100% des créances impayées antérieures à l'exercice en cours et 5% des créances impayées de l'exercice en cours ;
- la dépréciation des créances clients « Service à la personne » est égale à 100% des créances impayées antérieures à l'exercice en cours et à un pourcentage, des créances impayées de l'exercice en cours, calculé à partir du taux de non recouvrement des créances de l'exercice précédent.

2.3. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement cessibles à court terme, très liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

2.4. Comptes de régularisation actif

Les charges à payées au cours de l'exercice mais non imputables à ce dernier sont portées en charges constatées d'avance.

2.5. Capitaux propres

Le capital social est composé de 8 436 256 actions soit d'un montant de 2 007 829 euros, entièrement libéré.

Par décision de l'associé unique du 08 novembre 2017, le capital social a été augmenté de 1 507 827 euros pour le porter ainsi de 500 002 euros à 2 007 829 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 0,0593 euros à 0,238 euros.

2.6. Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

2.7. Dettes

Au 31 décembre 2017, le montant des factures de prestataires de Service à la personne non réceptionnées est estimé :

- sur la base de chiffre d'affaires généré par dossier client ;
- à partir de la marge brute, issue de l'outil de gestion des dossiers clients.

2.8. Comptes de régularisation passif

Les produits facturés au cours de l'exercice mais non imputables à ce dernier sont portés en produits constatés d'avance.

2.9. Engagement de retraite

L'accord d'entreprise signé le 04 juillet 2012 prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en faveur des salariés de l'entreprise. Le montant de ces engagements calculé selon une évaluation actuarielle correspond à la valeur actuelle probable des droits acquis par chaque salarié au moment de son départ à la retraite.

Le montant des indemnités de fin de carrière est évalué à 13 247 euros au 31/12/2017.

Ce montant est suivi sous forme d'engagements hors bilan.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention dans la présente annexe.

2.10. Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), correspondant aux rémunérations éligibles de l'année 2017, a été constaté pour un montant de 42 667 euros.

Le CICE est comptabilisé au crédit d'un compte de charge de personnel conformément à la note d'information du 28 février 2013 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

3- Changement de méthode

3.1. Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.2. Changement de méthode de présentation

Pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

4- Evènements marquants depuis la clôture de l'exercice

Néant.

5- Note sur le bilan

Les éléments présentés ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

5.1. Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

Nature	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Mise au Rebut	Cessions	Valeur brute fin d'exercice
Fonds commercial					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 048				6 048
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, aménagements	14	19			33
Matériel de bureau, informatique	951				951
Matériel Télévigilance	2 691	386			3 077
Mobilier	140	19			159
Immobilisations en cours					
Prêts et autres immobilisations financières	208			28	180
Total	10 052	424	0	28	10 449

Amortissements des immobilisations

Nature	Montant début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	6 041	6		6 047
Installations générales, agencements	10	2		12
Matériel de bureau, informatique	939	9		948
Matériel Télévigilance	2 332	229		2 561
Mobilier	120	2		122
Total	9 442	248	0	9 690

5.2. Etat des échéances des créances

Le total des créances brutes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 217 K€.

<u>Etat des créances</u>	Montant	1 an au plus	Plus d'1 an
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>			
prêts	156		156
autres	24		24
<u>Créances de l'actif circulant :</u>			
Créances clients	854	854	
Etat, autres collectivités			
Taxe sur la valeur ajoutée	496	496	
Etat impôt sur les sociétés			
Groupe et Associés	1 650	1 650	
Autres	20	20	
Charges constatées d'avance	17	17	
Total	3 217	3 037	180

*Les créances clients créditrices de 2010 et avant ont été soldées par perte et profit (+25k€).
406 clients sont concernés soit un montant moyen de 62,35 euros par client.*

5.3. Autres créances

Eléments compris dans le tableau en 5.2.

5.4. Etat des échéances des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 099K€. Toutes ont une échéance inférieure à 1 an.

<u>Etat des dettes</u>	Montant	1 an au plus	Plus d'1 an, - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligatoires convertibles (*)				
Autres emprunts obligatoires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 760	3 760		
Dettes fiscales et sociales	256	256		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	83	83		
Produits constatés d'avance				
Total	4 099	4 099		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice : 0

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont : 0

(**) Dont envers Groupe et associés : 0

5.5. Dettes

Personnel, état, organismes Sécurité Sociale et collectivités publiques

	31/12/2017	31/12/2016
Organismes sociaux charges à payer	114	88
Personnel charges à payer	51	57
Taxes collectées	91	84
Total	256	229

Créditeurs divers nets

	31/12/2017	31/12/2016
Fournisseurs (*)	3 760	4 387
Clients créditeurs	83	116
Total	3 843	4 503

(*) dont 826 k€ de dettes groupe IMA

6- Etats des placements et de la trésorerie

6.1. Centralisation de trésorerie

Les éléments présentés ci-après sont exprimés en euros.

La centralisation de la trésorerie est une procédure qui consiste à faire remonter sur une même société les encaissements et les décaissements affectant les comptes bancaires d'entités formant un groupe d'entreprises afin d'optimiser la gestion de la trésorerie.

Dans le groupe IMA, c'est dans la société IMA SA que le compte centralisateur (ou compte pivot) est ouvert.

La position des soldes bancaires au 31 décembre 2017 apportés à la centralisation de la trésorerie s'établit ainsi :

Solde bancaire apporté à la centralisation de trésorerie	
Société Générale	1 414 856
Total	1 414 856

Ces rémunérations ressortent comme suit pour l'exercice :

	Charges financières	Produits financiers
Exercice 2017	0.00	0.00

6.2. Placements

Aucun placement n'a été réalisé eu cours de l'exercice.

6.3. Eléments concernant les entreprises liées

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2017

Aucune participation constatée sur l'exercice.

6.4. Opérations se rapportant à des entreprises liées

Postes	liées	Liens de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immo. incorporelles		
Avances et acomptes sur immo. corporelles		
Participation		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
<u>Total immobilisations</u>		
Avances et acomptes versées sur commandes		
Créances clients		
Autres créances	1 650	
Capital souscrit, appelé, non versé		
Total créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des éta. de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçues sur commandes		
Dettes fournisseurs	826	
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
<u>Total dettes</u>		

7- Informations complémentaires sur les autres postes du passif

7.1. Composition du capital social

Le capital social est composé à la clôture de l'exercice de 8 436 256 actions d'une valeur nominale de 0,238 euros.

Le 08 novembre 2017, par décision de l'associé unique, le capital social a été augmenté de 1 507 827 euros par élévation de la valeur nominale des actions.

Il est détenu à 100% par INTER MUTUELLES ASSISTANCE SA.

	Titre au début d'exercice	Titres créés d'exercice	Titres remboursés	Titres en fin d'exercice
Capital social	8 436 256			8 436 256
Total	8 436 256			8 436 256

7.2. Mouvements des fonds propres et réserves

Affectation du résultat

Décision de l'associé unique du 19 juin 2017,

	Montant
Report à nouveau de l'exercice précédent	0
Résultat de l'exercice précédent	-376
Total des origines	-376
Réserve indisponible	-376
Total des affectations	-376

Tableau de variation des capitaux propres

Nature	31.12.16	Affectation	Augmentation	Diminution	31.12.17
Capital	500		1 508		2 008
Réserve légale	30				30
Autres réserves	515	-376			139
Report à nouveau	0				0
Résultat de l'exercice	-376	+376			-423
Total	669	0	1 508	0	1 754

Le 08 novembre 2017, par décision de l'associé unique, le capital social est augmenté de 1 507 827 euros par élévation de la valeur nominale des actions.

7.3. Réévaluation au cours de l'exercice

Aucun élément du bilan n'a fait l'objet d'une réévaluation au cours de l'exercice.

7.4 Provisions pour risques et charges

Aucune provision pour risques et charges sur l'exercice.

8- Autres informations sur les postes du bilan

Détail des charges à payer

	31/12/2017	31/12/2016
<u>Dettes fournisseurs</u>	<u>2 536</u>	<u>2 701</u>
Factures à recevoir achat Sap	2 185	2 256
Factures à recevoir commissions Sap	277	277
Factures à recevoir frais généraux	74	168
 <u>Dettes fiscales et sociales</u>	 <u>181</u>	 <u>145</u>
Personnel charges à payer	51	57
Organismes sociaux charges à payer	114	78
Etat charges à payer	16	10
 Total	 2 717	 2 846

Détail des charges constatées d'avance

	31/12/2017	31/12/2016
<u>Charges d'exploitation</u>		
Charges constatées d'avance	17	43
 Total	 17	 43

Détail des produits à recevoir

	31/12/2017	31/12/2016
<u>Clients et comptes rattachés</u>		
Clients factures à établir Sap	209	231
Clients factures à établir Assurantiel	9	29
Clients factures à établir Autres	60	60
 Total	 278	 320

Détail des produits constatés d'avance

Aucun produit constaté d'avance sur l'exercice.

Provisions inscrites au bilan

Nature	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litige	0				0
Autres provisions pour risques et charges	0				0
Total	0	0	0	0	0

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice

Exploitation
Financières
Exceptionnelles

9- Engagements hors bilan

Engagements donnés

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 13 247 euros

Le montant des indemnités de fin de carrière s'élève à 13 247 euros pour 2017.

Hypothèse :

Taux actualisation : 0.50%

Taux de rotation du personnel : 3% pour la tranche 19-45 ans et 0% pour la tranche +45 ans

Espérance de vie : courbe de mortalité TF 00-02

Inflation : 0%

Engagements reçus

Aucun engagement reçu sur l'exercice

10- Note sur le compte de résultat

Les éléments présentés ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

10.1. Commissions

Non applicable à la société.

10.2. Ventilation du chiffre d'affaires

LIBELLES	31.12.17	31.12.16
Services à la personne	3 679	4 291
Assistance	912	760
Téléassistance	1 071	995
Autres	0	40
TOTAL	5 662	6 086

LIBELLES	31.12.17	31.12.16
France	5 662	6 086
CE	0	0
Hors CE	0	0
TOTAL	5 662	6 086

10.3. Entrées et sorties du portefeuille

Néant.

10.4. Production immobilisée

La société n'a réalisé aucune production immobilisée sur l'exercice

10.5. Ventilations des produits et charges de placement

Non applicable à la société.

10.6. Ventilations des charges de personnel

Salaires et traitements	31.12.17	31.12.16
Salaires et appointements	571	590
Supplément, primes, gratifications	87	84
Provision congés payés	0	-1
Autres		
TOTAL	659	673

Charges sociales	31.12.17	31.12.16
Organisme sociaux	281	277
Œuvres sociales	35	42
Provision congés payés	-10	9
Médecine du travail	2	3
Cice	-43	-36
TOTAL	266	294

Taux de charges sociales / salaires et traitements	40.4%	43.8%
--	-------	-------

10.7. Proportion dans laquelle le résultat de l'exercice a été affecté par des dérogations aux principes généraux d'évaluation

Aucune dérogation aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale n'a été pratiquée au cours de l'exercice.

10.8. Impôt sur les bénéfices – intégration fiscale

Détermination du résultat fiscal

Résultat avant impôt société		-615
Réintégrations		81
Provisions créances clients	77	
Impôt non déductible	4	
Amortissement non déductibles	0	
Déductions		42
Provisions créances clients	0	
Cice 2016	42	
Résultat fiscal		-577

Calcul de l'impôt sur les sociétés

Impôt à 33.33% : $-577 * 33.33\%$ =	-192
-------------------------------------	------

Calcul du résultat comptable après économie d'impôt

Résultat avant impôt société		-615
Impôt société (économie d'IS)		192
Résultat après impôt	-423	

Intégration fiscale

Depuis l'exercice ouvert au 01/01/2012, la société Séréna est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe INTER MUTUELLES ASSISTANCE SA.

La répartition de l'impôt au sein du Groupe est la suivante :

Chaque société filiale verse à IMA SA, la société mère, au titre de sa contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du Groupe, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat ou sa plus value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement.

En cas de déficit ou de moins value nette à long terme, chaque société filiale recevra à titre définitif de la société mère, une subvention égale à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée à cette dernière par la prise en compte de ce déficit ou de cette moins-value nette.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 192 K€

10.9. Ventilation des charges et produits exceptionnels

Produits exceptionnels	31.12.17	31.12.16
Profits sur exercices antérieurs	6	7
Autres produits exceptionnels		
Reprise sur provisions		
Cession immobilisations incorporelles		
Total	6	7

Charges exceptionnelles	31.12.17	31.12.16
Pertes sur exercices antérieurs	0	20
Autres charges exceptionnelles		
Dotation exceptionnelle aux provisions		
Total	0	20

11- Autres informations

11.1. Identité de la société consolidante

Les comptes de la société sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés d'INTER MUTUELLES ASSISTANCE SA.

11.2. Informations sur les dirigeants

Non applicable à la société.

11.3. Effectifs

Effectif moyen du personnel : 25,41 personnes dont 1,46 handicapés

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	2,0	
Agents de maîtrise et techniciens	0,17	
Employés	23,24	
Ouvriers		
Total	25,41	

11.4. Informations diverses

IMA SA détient Séréna à 100 %.

Dénomination sociale	Inter Mutuelles Assurances SA
Forme	Société Anonyme à Directoire
Siège social	118 avenue de Paris – 79000 NIORT
Capital social	31 407 216 euros

SERENA
Société par actions simplifiée
Capital : 2 007 829 euros
Siège social : 118 avenue de Paris, 79000 Niort
353 508 443 RCS NIORT

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 19 JUIN 2018**

Extrait

.../...

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2017, approuve le rapport de gestion, les comptes annuels (à savoir le bilan, le compte de résultat et son annexe) tels qu'ils lui ont été présentés.

DEUXIEME DECISION

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 422 540,13 euros de la manière suivante :

Origine :

Report à nouveau antérieur	0,00 €
Résultat déficitaire de l'exercice	-422 540,13 €

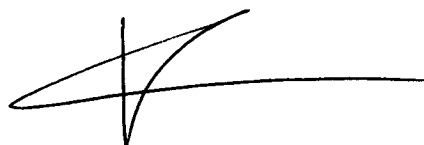
Affectation :

A titre de dividendes	0,00 €
A la réserve légale	0,00 €
A la réserve indisponible	-422 540,13 €
Soit un total affecté	-422 540,13 €

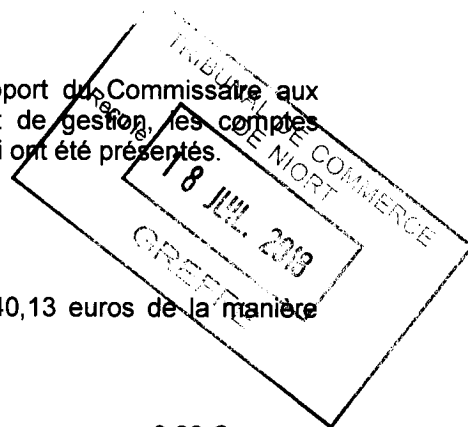
Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

.../...

Certifié conforme
A Niort, le 3 juillet 2018

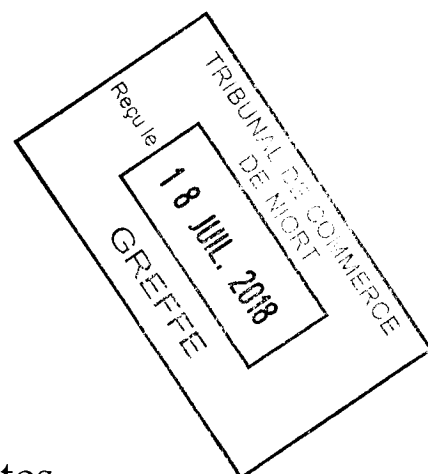


Martine CARLU
Représentant IMA SA, Président



MAZARS

SERENA



**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

MAZARS

61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX
TÉL. : +33 (0)1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0)1 49 97 60 01

SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES À DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153 - SIÈGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE

SERENA

Société par actions simplifiée au capital de 2 007 829 €

Siège social : 118 avenue de Paris, 79000 Niort

R.C.S : NIORT 353 508 443

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'associé unique de la société SERENA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SERENA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

SERENA

Comptes Annuels

Exercice clos le

31/12/2017

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

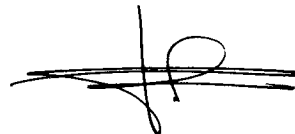
Fait à Paris La Défense, le 1^{er} juin 2018

Le Commissaire aux comptes

MAZARS



PASCAL PARANT



NICOLAS DUSSON

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortiss.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé	0	0	0	0
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	6 048 839	6 046 961	1 878	7 003
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel, outillage	3 077 342	2 561 610	515 731	358 602
Autres immobilisations corporelles	1 142 453	1 081 470	60 983	36 184
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations financières				
Participations par mise en équivalence	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	156 278		156 278	182 617
Autres immobilisations financières	23 771		23 771	25 321
TOTAL (I)	10 448 682	9 690 041	758 642	609 727
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	0		0	0
En-cours de production de biens	0		0	0
En-cours de production de services	0		0	0
Produits intermédiaires et finis	0		0	0
Marchandises	0		0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0		0	0
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	853 635	184 877	668 758	656 287
Fournisseurs débiteurs	15 726		15 726	4 908
Personnel	4 524		4 524	1 026
Etat, impôts sur les bénéfices	0		0	0
Etat, tva	495 926		495 926	703 286
Autres créances	1 649 609		1 649 609	1 048 970
				0
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	0		0	0
Disponibilités	2 242 987		2 242 987	2 335 884
Charges constatées d'avance	17 377		17 377	42 712
ACTIF CIRCULANT	5 279 785	184 877	5 094 907	4 793 073
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0			
Primes de remboursement des obligations	0			
Ecart de conversion actif	0			
TOTAL GENERAL	15 728 467	9 874 918	5 853 549	5 402 800

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel dont versé :	2 007 829	500 002
Primes d'émission, de fusion, d'apport	0	0
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence :	0	0
Réserve légale	30 174	30 174
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	0	0
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	139 193	514 992
Report à nouveau	0	0
Résultat en instance d'affectation	0	0
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(422 540)	(375 800)
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
CAPITAUX PROPRES	1 754 656	669 369
Produits des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
AUTRES FONDS PROPRES	0	0
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Emprunts et dettes financières divers Associés	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 759 531	4 387 380
<i>personnel</i>	51 304	57 192
<i>organismes sociaux</i>	113 962	77 840
<i>etat, impôts sur les bénéfices</i>	0	0
<i>etat, tva</i>	74 731	84 050
<i>etat, obligations cautionnées</i>	0	0
<i>autres</i>	16 454	10 177
Dettes fiscales et sociales	256 451	229 259
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	82 912	116 793
Produits constatés d'avance	0	0
DETTES	4 098 893	4 733 431
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	5 853 549	5 402 800
	0	0

COMPTE DE RESULTAT (en liste) au 31/12/2017

Rubriques	France	Exportation		31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises				0	0
Production vendue de biens				0	0
Production vendue de services				5 661 991	6 085 991
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				5 661 991	6 085 991
Production stockée				0	0
Production immobilisée				0	0
Subventions d'exploitation				(45 599)	60 000
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges				0	147 914
Autres produits				25 583	48 919
PRODUITS D'EXPLOITATION				5 641 976	6 342 824
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				0	0
Variation de stock (marchandises)				0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				0	0
Autres achats et charges externes				(4 959 055)	(5 630 184)
Impôts, taxes et versements assimilés				(58 446)	(6 439)
Salaires et traitements				(658 744)	(673 084)
Charges sociales				(266 446)	(294 485)
DOTATIONS D'EXPLOITATION				0	
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				(247 373)	(226 868)
Sur immobilisations : dotations aux provisions				0	0
Sur actif circulant : dotations aux provisions				(76 877)	(5 914)
Pour risques et charges : dotations aux provisions				0	0
Autres charges				(2)	(148 296)
CHARGES D'EXPLOITATION				(6 266 943)	(6 985 270)
RESULTAT D'EXPLOITATION				(624 968)	(642 445)
OPERATIONS EN COMMUN				0	0
Bénéfice attribué ou perte transférée				0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré				0	0
PRODUITS FINANCIERS				0	0
Produits financiers de participations				0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				0	0
Autres intérêts et produits assimilés				0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges				4 084	10 304
Différences positives de change				0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0
PRODUITS FINANCIERS				4 084	10 304
Dotations financières aux amortissements et provisions				0	0
Intérêts et charges assimilées				0	(4 842)
Différences négatives de change				0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0
CHARGES FINANCIERES				0	(4 842)
RESULTAT FINANCIER				4 084	5 461
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				(620 884)	(636 984)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				6 258	6 723
Produits exceptionnels sur opérations en capital				0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges				0	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS				6 258	6 723
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				(0)	(19 604)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES				(0)	(19 604)
RESULTAT EXCEPTIONNEL				6 258	(12 881)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				0	0
Impôts sur les bénéfices				192 086	274 065
TOTAL DES PRODUITS				5 652 318	6 359 851
TOTAL DES CHARGES				(6 074 858)	(6 735 651)
BENEFICE OU PERTE				(422 540)	(375 800)

Annexe aux comptes SERENA

1- Faits caractéristiques de l'exercice

Le développement d'une activité de coordination sur les marchés publics, débuté fin 2015, a perduré sur 2017 (Iseradom anciennement Autonom@dom).

Le chiffre d'affaires en 2017 s'est établi à 5.7 M€ contre une prévision de 6,3 M€. Il est en recul de 7% par rapport à l'exercice 2016 du fait notamment de la baisse des activités de Service A la Personne, baisse qui avait été anticipée.

En lien avec la baisse du chiffre d'affaires, la société a réduit ses charges d'exploitation de 12%.

Par décision de l'associé unique du 08 novembre 2017, le capital social a été augmenté de 1 507 827 euros pour le porter ainsi de 500 002 euros à 2 007 829 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 0,0593 euros à 0,238 euros.

2- Règles et méthodes comptables

Les présents comptes ont été établis conformément :

- Aux dispositions des articles L 123-12 à L 123-28 du Code de commerce ;
- Aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France : Le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

continuité d'exploitation,
permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.1. Actif immobilisé

2.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions de frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Concession, logiciels et brevets : 3 ou 5 ans ;
- Matériel technique de télé-vigilance : 2 ou 3 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3,4 ou 5 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

2.1.2. Immobilisations financières

Il s'agit exclusivement des versements annuels effectués, dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort construction, sous forme de prêts sans intérêt d'une durée de 20 ans.

2.2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée pour les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le calcul de la dépréciation des créances clients est basé sur une méthode statistique, décrite ci-dessous :

- la dépréciation des créances clients « Téléassistance » est égale à 100% des créances antérieures à l'exercice en cours ;
- la dépréciation des créances « Assistance » (hors clients groupe IMA) est égale à 100% des créances impayées antérieures à l'exercice en cours et 5% des créances impayées de l'exercice en cours ;
- la dépréciation des créances clients « Service à la personne » est égale à 100% des créances impayées antérieures à l'exercice en cours et à un pourcentage, des créances impayées de l'exercice en cours, calculé à partir du taux de non recouvrement des créances de l'exercice précédent.

2.3. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement cessibles à court terme, très liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

2.4. Comptes de régularisation actif

Les charges à payées au cours de l'exercice mais non imputables à ce dernier sont portées en charges constatées d'avance.

2.5. Capitaux propres

Le capital social est composé de 8 436 256 actions soit d'un montant de 2 007 829 euros, entièrement libéré.

Par décision de l'associé unique du 08 novembre 2017, le capital social a été augmenté de 1 507 827 euros pour le porter ainsi de 500 002 euros à 2 007 829 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 0,0593 euros à 0,238 euros.

2.6. Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

2.7. Dettes

Au 31 décembre 2017, le montant des factures de prestataires de Service à la personne non réceptionnées est estimé :

- sur la base de chiffre d'affaires généré par dossier client ;
- à partir de la marge brute, issue de l'outil de gestion des dossiers clients.

2.8. Comptes de régularisation passif

Les produits facturés au cours de l'exercice mais non imputables à ce dernier sont portés en produits constatés d'avance.

2.9. Engagement de retraite

L'accord d'entreprise signé le 04 juillet 2012 prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en faveur des salariés de l'entreprise. Le montant de ces engagements calculé selon une évaluation actuarielle correspond à la valeur actuelle probable des droits acquis par chaque salarié au moment de son départ à la retraite.

Le montant des indemnités de fin de carrière est évalué à 13 247 euros au 31/12/2017.

Ce montant est suivi sous forme d'engagements hors bilan.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention dans la présente annexe.

2.10. Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), correspondant aux rémunérations éligibles de l'année 2017, a été constaté pour un montant de 42 667 euros.

Le CICE est comptabilisé au crédit d'un compte de charge de personnel conformément à la note d'information du 28 février 2013 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

3- Changement de méthode

3.1. Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.2. Changement de méthode de présentation

Pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

4- Evènements marquants depuis la clôture de l'exercice

Néant.

5- Note sur le bilan

Les éléments présentés ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

5.1. Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

Nature	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Mise au Rebut	Cessions	Valeur brute fin d'exercice
Fonds commercial					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 048				6 048
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, aménagements	14	19			33
Matériel de bureau, informatique	951				951
Matériel Télévigilance	2 691	386			3 077
Mobilier	140	19			159
Immobilisations en cours					
Prêts et autres immobilisations financières	208			28	180
Total	10 052	424	0	28	10 449

Amortissements des immobilisations

Nature	Montant début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	6 041	6		6 047
Installations générales, agencements	10	2		12
Matériel de bureau, informatique	939	9		948
Matériel Télévigilance	2 332	229		2 561
Mobilier	120	2		122
Total	9 442	248	0	9 690

5.2. Etat des échéances des créances

Le total des créances brutes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 217 K€.

<u>Etat des créances</u>	Montant	1 an au plus	Plus d'1 an
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>			
prêts	156		156
autres	24		24
<u>Créances de l'actif circulant :</u>			
Créances clients	854	854	
Etat, autres collectivités			
Taxe sur la valeur ajoutée	496	496	
Etat impôt sur les sociétés			
Groupe et Associés	1 650	1 650	
Autres	20	20	
Charges constatées d'avance	17	17	
Total	3 217	3 037	180

*Les créances clients créditrices de 2010 et avant ont été soldées par perte et profit (+25k€).
406 clients sont concernés soit un montant moyen de 62,35 euros par client.*

5.3. Autres créances

Eléments compris dans le tableau en 5.2.

5.4. Etat des échéances des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 099K€. Toutes ont une échéance inférieure à 1 an.

<u>Etat des dettes</u>	Montant	1 an au plus	Plus d'1 an, - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligatoires convertibles (*)				
Autres emprunts obligatoires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 760	3 760		
Dettes fiscales et sociales	256	256		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	83	83		
Produits constatés d'avance				
Total	4 099	4 099		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice : 0

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont : 0

(**) Dont envers Groupe et associés : 0

5.5. Dettes

Personnel, état, organismes Sécurité Sociale et collectivités publiques

	31/12/2017	31/12/2016
Organismes sociaux charges à payer	114	88
Personnel charges à payer	51	57
Taxes collectées	91	84
Total	256	229

Créditeurs divers nets

	31/12/2017	31/12/2016
Fournisseurs (*)	3 760	4 387
Clients créditeurs	83	116
Total	3 843	4 503

(*) dont 826 k€ de dettes groupe IMA

6- Etats des placements et de la trésorerie

6.1. Centralisation de trésorerie

Les éléments présentés ci-après sont exprimés en euros.

La centralisation de la trésorerie est une procédure qui consiste à faire remonter sur une même société les encaissements et les décaissements affectant les comptes bancaires d'entités formant un groupe d'entreprises afin d'optimiser la gestion de la trésorerie.

Dans le groupe IMA, c'est dans la société IMA SA que le compte centralisateur (ou compte pivot) est ouvert.

La position des soldes bancaires au 31 décembre 2017 apportés à la centralisation de la trésorerie s'établit ainsi :

Solde bancaire apporté à la centralisation de trésorerie	
Société Générale	1 414 856
Total	1 414 856

Ces rémunérations ressortent comme suit pour l'exercice :

	Charges financières	Produits financiers
Exercice 2017	0.00	0.00

6.2. Placements

Aucun placement n'a été réalisé eu cours de l'exercice.

6.3. Eléments concernant les entreprises liées

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2017

Aucune participation constatée sur l'exercice.

6.4. Opérations se rapportant à des entreprises liées

Postes	liées	Liens de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immo. incorporelles		
Avances et acomptes sur immo. corporelles		
Participation		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
<u>Total immobilisations</u>		
Avances et acomptes versées sur commandes		
Créances clients		
Autres créances	1 650	
Capital souscrit, appelé, non versé		
Total créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des éta. de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçues sur commandes		
Dettes fournisseurs	826	
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
<u>Total dettes</u>		

7- Informations complémentaires sur les autres postes du passif

7.1. Composition du capital social

Le capital social est composé à la clôture de l'exercice de 8 436 256 actions d'une valeur nominal de 0,238 euros.

Le 08 novembre 2017, par décision de l'associé unique, le capital social a été augmenté de 1 507 827 euros par élévation de la valeur nominale des actions.

Il est détenu à 100% par INTER MUTUELLES ASSISTANCE SA.

	Titre au début d'exercice	Titres créés d'exercice	Titres remboursés	Titres en fin d'exercice
Capital social	8 436 256			8 436 256
Total	8 436 256			8 436 256

7.2. Mouvements des fonds propres et réserves

Affectation du résultat

Décision de l'associé unique du 19 juin 2017,

	Montant
Report à nouveau de l'exercice précédent	0
Résultat de l'exercice précédent	-376
Total des origines	-376
Réserve indisponible	-376
Total des affectations	-376

Tableau de variation des capitaux propres

Nature	31.12.16	Affectation	Augmentation	Diminution	31.12.17
Capital	500		1 508		2 008
Réserve légale	30				30
Autres réserves	515	-376			139
Report à nouveau	0				0
Résultat de l'exercice	-376	+376			-423
Total	669	0	1 508	0	1 754

Le 08 novembre 2017, par décision de l'associé unique, le capital social est augmenté de 1 507 827 euros par élévation de la valeur nominale des actions.

7.3. Réévaluation au cours de l'exercice

Aucun élément du bilan n'a fait l'objet d'une réévaluation au cours de l'exercice.

7.4 Provisions pour risques et charges

Aucune provision pour risques et charges sur l'exercice.

8- Autres informations sur les postes du bilan

Détail des charges à payer

	31/12/2017	31/12/2016
<u>Dettes fournisseurs</u>	<u>2 536</u>	<u>2 701</u>
Factures à recevoir achat Sap	2 185	2 256
Factures à recevoir commissions Sap	277	277
Factures à recevoir frais généraux	74	168
 <u>Dettes fiscales et sociales</u>	 <u>181</u>	 <u>145</u>
Personnel charges à payer	51	57
Organismes sociaux charges à payer	114	78
Etat charges à payer	16	10
 Total	 2 717	 2 846

Détail des charges constatées d'avance

	31/12/2017	31/12/2016
<u>Charges d'exploitation</u>		
Charges constatées d'avance	17	43
 Total	 17	 43

Détail des produits à recevoir

	31/12/2017	31/12/2016
<u>Clients et comptes rattachés</u>		
Clients factures à établir Sap	209	231
Clients factures à établir Assurantiel	9	29
Clients factures à établir Autres	60	60
 Total	 278	 320

Détail des produits constatés d'avance

Aucun produit constaté d'avance sur l'exercice.

Provisions inscrites au bilan

Nature	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litige	0				0
Autres provisions pour risques et charges	0				0
Total	0	0	0	0	0

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice

Exploitation
Financières
Exceptionnelles

9- Engagements hors bilan

Engagements donnés

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 13 247 euros

Le montant des indemnités de fin de carrière s'élève à 13 247 euros pour 2017.

Hypothèse :

Taux actualisation : 0.50%

Taux de rotation du personnel : 3% pour la tranche 19-45 ans et 0% pour la tranche +45 ans

Espérance de vie : courbe de mortalité TF 00-02

Inflation : 0%

Engagements reçus

Aucun engagement reçu sur l'exercice

10- Note sur le compte de résultat

Les éléments présentés ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

10.1. Commissions

Non applicable à la société.

10.2. Ventilation du chiffre d'affaires

LIBELLES	31.12.17	31.12.16
Services à la personne	3 679	4 291
Assistance	912	760
Téléassistance	1 071	995
Autres	0	40
TOTAL	5 662	6 086

LIBELLES	31.12.17	31.12.16
France	5 662	6 086
CE	0	0
Hors CE	0	0
TOTAL	5 662	6 086

10.3. Entrées et sorties du portefeuille

Néant.

10.4. Production immobilisée

La société n'a réalisé aucune production immobilisée sur l'exercice

10.5. Ventilations des produits et charges de placement

Non applicable à la société.

10.6. Ventilations des charges de personnel

Salaires et traitements	31.12.17	31.12.16
Salaires et appointements	571	590
Supplément, primes, gratifications	87	84
Provision congés payés	0	-1
Autres		
TOTAL	659	673

Charges sociales	31.12.17	31.12.16
Organisme sociaux	281	277
Œuvres sociales	35	42
Provision congés payés	-10	9
Médecine du travail	2	3
Cice	-43	-36
TOTAL	266	294

Taux de charges sociales / salaires et traitements	40.4%	43.8%
--	-------	-------

10.7. Proportion dans laquelle le résultat de l'exercice a été affecté par des dérogations aux principes généraux d'évaluation

Aucune dérogation aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale n'a été pratiquée au cours de l'exercice.

10.8. Impôt sur les bénéfices – intégration fiscale

Détermination du résultat fiscal

Résultat avant impôt société		-615
Réintégrations		81
Provisions créances clients	77	
Impôt non déductible	4	
Amortissement non déductibles	0	
Déductions		42
Provisions créances clients	0	
Cice 2016	42	
Résultat fiscal		-577

Calcul de l'impôt sur les sociétés

Impôt à 33.33% : $-577 * 33.33\%$ =	-192
-------------------------------------	------

Calcul du résultat comptable après économie d'impôt

Résultat avant impôt société	-615
Impôt société (économie d'IS)	192
Résultat après impôt	-423

Intégration fiscale

Depuis l'exercice ouvert au 01/01/2012, la société Séréna est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe INTER MUTUELLES ASSISTANCE SA.

La répartition de l'impôt au sein du Groupe est la suivante :

Chaque société filiale verse à IMA SA, la société mère, au titre de sa contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du Groupe, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat ou sa plus value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement.

En cas de déficit ou de moins value nette à long terme, chaque société filiale recevra à titre définitif de la société mère, une subvention égale à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée à cette dernière par la prise en compte de ce déficit ou de cette moins-value nette.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :
Produits de l'exercice : 192 K€

10.9. Ventilation des charges et produits exceptionnels

Produits exceptionnels	31.12.17	31.12.16
Profits sur exercices antérieurs	6	7
Autres produits exceptionnels		
Reprise sur provisions		
Cession immobilisations incorporelles		
Total	6	7

Charges exceptionnelles	31.12.17	31.12.16
Pertes sur exercices antérieurs	0	20
Autres charges exceptionnelles		
Dotation exceptionnelle aux provisions		
Total	0	20

11- Autres informations

11.1. Identité de la société consolidante

Les comptes de la société sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés d'INTER MUTUELLES ASSISTANCE SA.

11.2. Informations sur les dirigeants

Non applicable à la société.

11.3. Effectifs

Effectif moyen du personnel : 25,41 personnes dont 1,46 handicapés

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	2,0	
Agents de maîtrise et techniciens	0,17	
Employés	23,24	
Ouvriers		
Total	25,41	

11.4. Informations diverses

IMA SA détient Séréna à 100 %.

Dénomination sociale	Inter Mutuelles Assistances SA
Forme	Société Anonyme à Directoire
Siège social	118 avenue de Paris – 79000 NIORT
Capital social	31 407 216 euros